

Domaine d'études : Sciences humaines et sociales Droit – OSP TS	Nb de périodes hebdomadaires		
	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
		2	
	Total cursus		77 périodes

Objectifs généraux

Le cours porte sur le fonctionnement d'une société démocratique tout en mettant l'accent sur le système juridique suisse. Les élèves seront en mesure de comprendre les différentes implications de leurs rôles de personne juridique et de citoyen et d'agir en fonction de leurs droits et de leurs obligations.

Le cours doit amener les élèves à être capables de décrire les phénomènes, les problématiques et les processus juridiques en mettant en évidence les conflits d'intérêts et d'objectifs ainsi que les interactions avec l'environnement naturel, technologique, économique, culturel et social. Les élèves saisissent les aspects économiques du fonctionnement de la société et sont capables de décrire le cadre légal applicable. Le but visé est la maîtrise des notions fondamentales de la vie politique, économique et juridique, dans le but de comprendre le fonctionnement de l'Etat de droit ainsi que les conséquences juridiques de leurs propres actions. L'objectif est de qu'ils parviennent à forger leur propre opinion sur les questions de société et à estimer l'influence qu'ils peuvent exercer et la marge de manœuvre à leur disposition.

Remarque générale :

En deuxième année, l'objectif du cours est un complément à sa formation juridique de base acquise en première année en abordant des questions plus spécifiques en rapport avec la filière TS. Le cours a pour but de mettre en lumière l'apport spécifique de la science juridique à travers deux domaines d'apprentissage, avec un module obligatoire (droit et environnement) et des modules à choix. Les modules suivants peuvent être traités.

COMPETENCES DISCIPLINAIRES :

Les élèves sont capables de

- rechercher dans les différents textes de lois les articles pertinents
- d'expliquer à l'aide d'exemples la différence entre le droit public et le droit privé
- répondre à un problème juridique sous forme de syllogisme
- comprendre les enjeux actuels de la protection de l'environnement au sein de l'ordre juridique et de faire le lien avec le réchauffement climatique.

COMPETENCES TRANSVERSALES :

- Développement des compétences linguistiques (principalement le français et le vocabulaire juridique)
- Faire des liens avec l'actualité (article de journaux, vidéos, interviews)
- Recherche documentaire, notamment dans les textes juridiques dans les différentes sources du droit.

Compétences et aspects en lien avec la culture numérique

- Recherche dans les médias numériques (fait juridique, jurisprudence, arrêts en ligne, projet de modification législative, etc.)
- Réalisation de petites vidéos (procès fictif, cas concrets, interviews, présentation d'une notion, etc.)
- Utilisation de diverses plateformes d'apprentissages
- Recours à une plateforme collaborative pour utiliser ou partager des documents, déposer des devoirs, etc.
- Perception des enjeux juridiques du numérique, notamment en lien avec la protection des données (données génétiques, biométriques, liées à la santé ou à l'orientation sexuelle, le droit à l'oubli) et avec l'usage des réseaux sociaux (droit à l'image, discriminations, cyber harcèlement, etc.)

Programme cadre 2^e année

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
1. Droit public	L'élève est capable de/d' :		
Module 1 : Droit pénal	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit public – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution – acquérir des notions liées à la répression des comportements antisociaux. 	Peuvent être abordés : <ul style="list-style-type: none"> – introduction, principe du droit pénal – partie générale (Crimes, délits, contraventions, responsabilité pénale, intention et négligence, degrés de réalisations, participation, sursis, légitime défense) – partie spéciale (Les infractions contre la vie, contre le patrimoine, contre l'intégrité sexuelle, etc.) – droit pénal des mineurs (DPMin) et des jeunes adultes. – phénomène de cyber-harcèlement et efficacité du droit pénal comme outil de prévention et outil répressif 	
Module 2 obligatoire : Droit de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit public – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution – acquérir des notions environnementales. 	Peuvent être abordés : <ul style="list-style-type: none"> – droit de l'environnement dans son caractère international et national. – adaptation des lois nationales aux exigences internationales: (Exemple de la loi sur le CO2 devant permettre l'application de l'Accord de Paris) – principes fondamentaux de la protection de l'environnement (principe de précaution, principe de causalité, principe de lutte à la source, principe de l'évaluation globale, principe de coopération) – le droit de recours des organisations – les grands textes internationaux relatifs à la protection de l'équilibre écologique. 	-

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
Module 3 : Assurances sociales	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit public – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution – acquérir des notions sur la protection sociale contre les risques de la vie. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – différencier les assurances – AVS – AI/APG – assurance chômage – les trois piliers de la prévoyance – le statut des indépendants. 	
Module 4 : Droits humains	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit public – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution – acquérir des notions sur les droits humains. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les différences entre la Déclaration des droits de l'Homme et la Convention européenne des droits de l'Homme – la procédure devant la cour à Strasbourg (recevabilité) – la jurisprudence de la cour et ses effets (grandes décisions touchant la suisses). 	
Module 5 : Droit des poursuites	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit public – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution – acquérir des notions sur les mécanismes de recouvrement des dettes. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la procédure préalable – les divers modes de poursuite (réalisation de gages, faillite et saisie). – for de la poursuite, Temps prohibés, fêtes et suspension – la saisie (biens saisissables ou non) – la faillite – l'endettement et le budget. 	
<p>Compétences transversales :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Inévitablement, le droit est partout, provenant de la culture humaniste et a des implications dans tous les domaines de la vie, si bien que chaque fait peut avoir une conséquence sur le plan juridique ; 			

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
<ul style="list-style-type: none"> ○ Dès lors, comprendre et saisir le sens des textes juridiques, des compétences sociales et civiques, devient primordial afin d'appliquer correctement le raisonnement débouchant sur une solution ; ○ Dans ce but, une approche interdisciplinaire peut être parfois utile, par exemple en bioéthique ; ○ D'autres éléments interdisciplinaires tels que les principaux éléments de mathématiques, culture scientifique et technologique sont des outils utiles. La maîtrise de certaines compétences numériques est essentielle dans la recherche de l'information juridique ; ○ En outre pourra également être examinée la perception et le traitement juridique des situations LGBTQI+, de discriminations et de minorités. 			
<p>Compétences et aspects en lien avec la culture numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Toute action dans un contexte numérique est soumise aux droits et obligations découlant de règles juridiques dont la connaissance devient nécessaire ; ○ Il est donc utile de savoir quel droit est applicable, par exemple au téléchargement d'une vidéo en Suisse à partir d'un site français dont les serveurs se trouvent aux Etats-Unis. 			
<p>Aspects en lien avec le développement durable et la biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Des règles locales, nationales et internationales co-existent concernant le réchauffement climatique, la pollution et la protection des animaux et influencent notre mode de vie quotidien. 			
<p>Compétences et aspects étudiés de la langue française :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'éloquence est un art lié au droit afin d'emporter la conviction. L'importance du choix des mots, du vocabulaire, des adages et expressions juridiques montre que la langue est un outil indispensable dans une société juridique, notamment dans la méthode de résolution des cas pratiques par l'application du mécanisme du syllogisme (majeure, mineur, conclusion). 			
<p>Part à apprendre de manière autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Recherche, lecture, rédaction, exposé, questionnaires en ligne, vidéos recherche juridique, procès fictif, etc. 			
2. Droit privé	L'élève est capable de/d' :		
Module 1 : Protection de l'adulte	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit privé – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les mesures personnelles anticipées et les mesures appliquées de plein droit aux personnes incapables de discernement – les mesures prises par l'autorité – directives anticipées du patient – contrat d'assistance en EMS. 	

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
Module 2 : Responsabilité civile	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit privé – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution. 	Peuvent être abordés : <ul style="list-style-type: none"> – distinction entre la responsabilité civile (tend à la réparation du dommage), pénale (tend au prononcé d'une peine) et administrative (tend au prononcé d'une sanction administrative) – analyse des conditions générales de la RC → le préjudice (notion, distinction dommage corporel, matériel et tort moral), l'illicéité et le rapport de causalité (naturel et adéquat) – les différentes responsabilités (Responsabilité subjective, responsabilité objective simple, responsabilité objective aggravée) – les différentes actions pour réparer le préjudice. 	
Module 3 : Protection des données	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit privé – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse – résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution. 	Peuvent être abordés : <ul style="list-style-type: none"> – historique, instruments internationaux et lois fédérales – évolution de la technologie et du droit – règles concernant la collecte de données – vidéosurveillance, dossier médical et droit d'accès – droit à l'oubli, publication de photographies – intérêt économique des données – intérêt des autorités (la lutte contre le terrorisme ou la gestion des coûts de la santé) – contrôle de ses données et droit d'accès – préposé: son rôle, ses priorités. 	
Module 4 : Le droit de la filiation	<ul style="list-style-type: none"> – appréhender les enjeux liés au droit privé – maîtriser la distinction entre faits et droits – interpréter un texte légal et/ou un article de presse 	Peuvent être abordés : <ul style="list-style-type: none"> – la notion de filiation – la filiation maternelle – la filiation paternelle (établissement et contestation) 	

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
	<ul style="list-style-type: none"> - résoudre des cas pratiques complexes avec une méthode de résolution. 	<ul style="list-style-type: none"> - l'adoption - les effets de la filiation. 	
Module 5 : Le droit des successions	<ul style="list-style-type: none"> - appréhender les enjeux liés au droit privé - maîtriser la distinction entre faits et droits - interpréter un texte légal et/ou un article de presse - résoudre des cas pratiques. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents héritiers légaux (schémas symboles) - les principes de répartition entre les héritiers légaux (parentèles et ordre de priorité) - les héritiers réservataires, le montant des réserves, et la quotité disponible - calcul du partage de la succession - formes des testaments (olographe, public et oral), caducité, révocation, nullité des dispositions - charges, conditions, institution d'héritier, legs, pacte successoral - interprétation des dispositions pour cause de mort - l'exhérédation - ouverture de la succession, la répudiation, le bénéficiaire d'inventaire, l'exécuteur testamentaire - les actions successorales. 	
Module 6 : Le droit du travail	<ul style="list-style-type: none"> - lire un contrat de travail - identifier les clauses sensibles - comparer le contrat de travail à la loi - résoudre des cas pratiques - calculer des délais licenciement. 	<p>Peuvent être abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation de résultat VS obligation de moyens - diverses espèces du contrat de travail (contrat individuel, convention collective, etc.) - la forme du contrat de travail - le contrat d'apprentissage - les lois afférentes au contrat de travail notamment la loi sur l'égalité, la loi sur le travail, harcèlement, discrimination, etc. - les obligations du travailleur 	

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
		<ul style="list-style-type: none"> – les obligations de l'employeur – fin du contrat – le contrat de travail en lien avec la filière sociale (secret professionnel, protection des données) – la remise en question des acquis sociaux par de nouveaux intervenants (ex : Uber). 	
<p>Compétences transversales :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Inévitablement, le droit est partout, provenant de la culture humaniste et a des implications dans tous les domaines de la vie, si bien que chaque fait peut avoir une conséquence sur le plan juridique ○ Dès lors, comprendre et saisir le sens des textes juridiques, des compétences sociales et civiques, devient primordial afin d'appliquer correctement le raisonnement débouchant sur une solution ○ Dans ce but, une approche interdisciplinaire peut être parfois utile, par exemple en bioéthique ○ D'autres éléments interdisciplinaires tels que les principaux éléments de mathématiques, culture scientifique et technologique sont des outils utiles. La maîtrise de certaines compétences numériques est essentielle dans la recherche de l'information juridique ○ En outre pourra également être examinée la perception et le traitement juridique des situations LGBTQI+, de discriminations et de minorités ○ Pour finir, des compétences d'autonomie et d'initiative sont demandées. 			
<p>Compétences et aspects en lien avec la culture numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Toute action dans un contexte numérique est soumise aux droits et obligations découlant de règles juridiques dont la connaissance devient nécessaire ○ Il est donc utile de savoir quel droit est applicable, par exemple au téléchargement d'une vidéo en Suisse à partir d'un site français dont les serveurs se trouvent aux Etats-Unis. 			
<p>Aspects en lien avec le développement durable et la biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Des règles locales, nationales et internationales co-existent concernant le réchauffement climatique, la pollution et la protection des animaux et influencent notre mode de vie quotidien. 			
<p>Compétences et aspects étudiés de la langue française :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'éloquence est un art lié au droit afin d'emporter la conviction. L'importance du choix des mots, du vocabulaire, des adages et expressions juridiques montre que la langue est un outil indispensable dans une société juridique, notamment dans la méthode de résolution des cas pratiques par l'application du mécanisme du syllogisme (majeure, mineur, conclusion). 			
<p>Part à apprendre de manière autonome :</p>			

DOMAINES D'APPRENTISSAGE/ SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE/ OBJECTIFS DÉTAILLÉS/ COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	CONTENUS	Nbre périodes
○ Recherche, lecture, rédaction, exposé, questionnaires en ligne, vidéos, recherche juridique, procès fictif...			

Modalités de l'évaluation de la discipline commune 2^e année

2e année

Type :	Tests écrits / recherche individuelle ou en groupe, avec ou sans présentation orale.
Durée :	Maximum 90 minutes. Épreuve de fin d'année de 120 minutes maximum
Domaines :	Chaque module peut être testé pour lui-même ou cumulé avec un ou plusieurs autres.
Contenus évalués :	En principe, tous les contenus peuvent être évalués.
Type de questions ou d'exercices :	Vérification de connaissances, de compréhension ou de résumé de texte, QCM, cas pratiques.
Documents autorisés :	Parfois l'élève peut avoir droit, soit à son texte légal, au besoin annoté, soit à un texte légal fourni.
Barème :	fédéral, pondération des questions en fonction du test.

Documents, livres et matériel

Législation cantonale: <https://www.ge.ch/legislation/> Jurisprudence cantonale : <http://ge.ch/justice/dans-la-jurisprudence>

Législation fédérale : https://www.fedlex.admin.ch/fr/cc?news_period=last_day&news_pageNb=1&news_order=desc&news_itemsPerPage=10

Jurisprudence fédérale: <https://www.bger.ch/fr/index.htm>

Conventions internationales approuvées et législation fédérale: <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/droit-federal/recueil-systematique.html>

AMARELLE Cesla, *Droit Suisse*, Mix & Remix, Éditions Loisirs et Pédagogie (LEP), nouvelle édition août 2018, 232 p.

Le droit pour les lycéens, Université de Neuchâtel, 2^{ème} édition oct. 2019, 200 p.

BUCHELER Rémy, *Les bases du droit suisse*, Éditions Loisirs et Pédagogique (LEP), édition 2013, 52 p.

GOLAY Vincent, *Les institutions politiques suisses*, Mix & Remix, Éditions Loisirs et Pédagogie (LEP), édition 2020, 96 p.

PASQUIER ROSSIER Suzanne & HEMMA Sou'al, *La famille et ses droits*, Éditions Plus Sàrl (Bon à savoir), édition 2017, 114 p.